

Élection présidentielle : « Les Américains pris à parti(s) »

Marie-Christine Bonzom,
politologue
spécialiste des
États-Unis (1).



1 PHOTO : DR

« Flagrante lors de l'affligeant premier débat télévisé entre Donald Trump et Joe Biden, la faillite des deux partis qui alternent au pouvoir à Washington rend nécessaire une réforme du système politique et électoral.

L'annulation du deuxième débat ajoute à une débâcle qui montre une fois de plus que les « grands » partis ont renoncé à traiter des problèmes des Américains pour s'adonner à un électoralisme débridé.

La campagne en cours marque un nouveau paroxysme dans la polarisation bipartite. Amorcée dans les

années 1980, cette radicalisation va de pair avec la chute de la participation aux élections et la hausse de la proportion d'électeurs qui ne se reconnaissent ni dans le parti républicain, ni dans le parti démocrate.

Dans sa lettre d'adieu en 1796, George Washington alertait sur les « dangers » de l'esprit partisan pour l'honnêteté du débat public et l'unité de la nation. « *L'esprit de parti attise l'animosité entre les gens, fomenté parfois des manifestations de violence et d'insurrection, ouvre la porte à la corruption étrangère* », avertissait, prémonitoire, ce père fondateur des États-Unis.

Aujourd'hui, les candidats républicain et démocrate font preuve d'irresponsabilité malgré l'*annus horribilis* traversé par leur peuple. Dans un pays où quelque 400 millions d'armes à feu circulent, ils s'accusent mutuellement de trahison, de corruption, de mensonge, de racisme, d'incompétence et de sénilité.

Le président sortant est le plus irresponsable de tous, et le scrutin sera, d'abord, un référendum sur son mandat. Mais les deux camps jouent avec les institutions de leur nation, l'image de leur pays et les nerfs des Américains.

« Changer Washington »

Quelle que soit l'issue du scrutin, les Américains, déchirés par la frénésie du théâtre politique jusque dans leurs familles, devront placer l'intérêt du pays avant celui d'un parti.

Devant la crise de leur démocratie, ils veulent « changer Washington » et peuvent s'inspirer de l'esprit d'indépendance de celui qui donna son nom à la capitale, leur seul Président élu sans étiquette.

Une réforme fondamentale inclurait au moins la création d'une commission indépendante chargée de dessi-



Donald Trump et Joe Biden.

1 PHOTO : JIM WATSON AND SAUL LOEB, AFP

ner les circonscriptions, l'introduction d'une dose de proportionnelle aux législatives, l'instauration du suffrage universel direct aux présidentielles.

Mais le duopole enraciné des partis dominants et les règles d'amendement de la constitution rendent une

telle réforme quasi impossible.

Cependant, des changements sont réalisables. Notamment, l'exigence d'une participation minimum de 60 % sans laquelle un second tour serait requis, la hausse du financement public pour les candidats hors

grands partis et l'abrégement des campagnes présidentielles.

Plus réalisable encore : l'élimination de la commission des débats présidentiels, organisme privé que républicains et démocrates ont formé en 1987 pour régir les débats télévisés, réservant ainsi l'attention à leurs candidats. Parallèlement, la reconquête, par les chaînes de télévision, de leur indépendance envers le système bipartite, avec ouverture du débat national aux candidats hors grands partis.

Réduire l'esprit partisan et améliorer la représentativité sont des enjeux majeurs pour toute démocratie. Mais pour le pays qui demeure – pour combien de temps ? – la première puissance mondiale, l'enjeu est vital. Que ce soit dans l'ère Trump ou dans l'ère post-Trump. >>>

(1) journaliste à *Voice of America* et correspondante de la *BBC* à Washington de 1989 à 2018.

« Ayons le courage de faire face aux violences faites aux enfants »

Andréa Bescond,
autrice, actrice,
réalisatrice,
marraine de la
grande cause.



1 PHOTO : DANIEL FOURRAY, OUEST-FRANCE

« Un tous les quatre jours. En France, un enfant est tué tous les quatre jours dans le cadre intrafamilial. Chaque année, des dizaines de milliers d'enfants sont harcelés, violés ou victimes d'exclusion sociale.

Comment tolérer ces chiffres indicibles ? Comment résister à la tentation du déni ? Soyons courageux et regardons les faits en face, pour se mobiliser et agir. Pour lutter tous ensemble contre ce fléau, *Make.org* a lancé, le

21 septembre, avec le soutien d'Adrien Taquet, Secrétaire d'État en charge de l'Enfance et des Familles, la grande cause « Comment protéger les enfants contre toutes les formes de violences ? », dont la marraine est la comédienne et réalisatrice Andréa Bescond.

Ces images tentent de nous ouvrir les yeux

En 2018, son film, *Les Chatouilles*, a créé un électrochoc. Il raconte l'histoire d'Odette, violée à l'âge de 8 ans par le meilleur ami de ses parents. Le synopsis fait froid dans le dos. Plus encore quand on sait que la réalisatrice s'est inspirée de sa propre histoire pour briser ce tabou de la pédocrimi-

nalité (1). Ces images tentent de nous ouvrir les yeux sur ce que nous ne voyons pas, ou ne voulons, parfois, pas voir. Sur des sévices qui existent autour de nous et auxquels nous avons tant de mal à nous confronter.

L'histoire d'Andréa Bescond n'est malheureusement pas un cas isolé de maltraitance infantile. Tant d'enfants sont les proies d'innombrables formes de violences. En France, 130 000 filles et 35 000 garçons sont violés chaque année ou subissent des tentatives de viols, les enfants en situation de handicap étant trois fois plus exposés à ce risque (six fois plus pour les filles). On estime que 4 millions de personnes ont été victimes d'inceste, le plus souvent dans leur enfance ou leur adolescence. 700 000 élèves endurent du harcèlement scolaire. Et selon l'Unicef, près

de 3 millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté en France. Ne serait-ce qu'à Paris, 700 mineurs dorment dans la rue ou dans des habitats précaires.

« Il n'est plus temps de s'indigner. Il n'est plus temps d'attendre »

Face à ces drames, les Français eux-mêmes appellent à la mobilisation. 93 % d'entre eux considèrent la lutte contre la maltraitance des enfants comme une cause prioritaire. S'occuper des enfants et de leurs parents, faire d'eux notre priorité absolue, c'est préserver les droits humains, condition indispensable pour mettre à notre société un vivre ensemble juste.

Il n'est plus temps de s'indigner. Il n'est plus temps d'attendre. Un numéro d'appel, le 119 Allô Enfance en danger, confidentiel et gratuit, est ouvert 7j/7 et 24h/24.

Le gouvernement a également lancé un plan triennal de lutte contre les violences faites aux enfants. Il est temps, aussi, pour l'ensemble de la société civile d'unir ses forces, et d'agir collectivement avec les associations de protection de l'enfance, qui travaillent sur le terrain, pour mettre fin à ce fléau national. Permettons à tous, bénévoles, actifs, jeunes, parents, retraités, de s'emparer de ce sujet majeur et de défendre les fondements de notre société. Engageons-nous pour protéger ce à quoi nous tenons le plus, nos enfants, notre avenir. Plus de 34 000 citoyens ont déjà participé à la consultation citoyenne

« Comment protéger les enfants contre toutes les formes de violences ? », initiée par *Make.org*. Ils ont émis, à ce jour, près de 3 500 propositions et 200 000 votes. Vous aussi, faites entendre votre voix jusqu'au 9 novembre 2020 sur *protegerlesenfants.make.org*.

(1) Andréa Bescond vient de publier, avec Mathieu Tucker, *Et si on se parlait ?*, trois livres à destination des enfants dès l'âge de 3 ans, pour « les aider à parler de tout, sans tabou » (HarperCollins, septembre 2020).

Les signataires, membres de la grande cause #ProtégerLesEnfants : *Make.org*, Andréa Bescond, Éric Métayer, La Voix de l'Enfant... Retrouvez la liste complète des signataires sur *ouest-france.fr*